



# Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Mai 2021

**Pourquoi faut-il maintenant enterrer l'accord-cadre ?**

Page 3



**La loi sur le CO2 plombe le budget des gens**

Page 6



**Enfin une loi contre le terrorisme**

Page 11



# Votez maintenant

**NON à la loi de gauche coûteuse sur le CO2**

Dès la page 4

**NON à l'initiative extrême «eau propre»**

Dès la page 8

**NON à l'initiative «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse»**

Dès la page 8

**Liberté de vote sur la loi Covid-19**

Page 10

**OUI à la loi fédérale sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme (MPT)**

Page 11



# Stop à la mégalomanie verte !

**La gestion de la crise de la pandémie par le Conseil fédéral a déjà causé suffisamment de dégâts à la population suisse. Les projets de mégalomanie verte sont la dernière chose dont elle a besoin à l'heure actuelle.**

Le Conseil fédéral veut continuer à gérer arbitrairement nos vies, alors qu'il n'a plus aucune base sanitaire pour le justifier. Les scénarios apocalyptiques prédits il y a plusieurs semaines ne se sont pas concrétisés. Et les premières mesures décidées en avril sont beaucoup trop modestes et restent arbitraires voire contradictoires. La position de l'UDC se reflète dans nos principes : liberté et sécurité. La liberté signifie la responsabilité individuelle et la levée des restrictions, la sécurité signifie l'application de concepts de protection, de tests et de vaccinations. Il est grand temps que les citoyens et l'économie retrouvent une forme de normalité qui garantisse des perspectives d'avenir aux jeunes, aux familles et aux entrepreneurs. C'est pourquoi nous demandons que la "situation extraordinaire" soit levée.

## Prévenir de nouvelles taxes et interdictions

Mais ce n'est pas seulement la gestion de crise chaotique du Conseil fédéral qui nous préoccupe. Nous devons à tout prix

empêcher les nouvelles taxes et interdictions que les Verts veulent introduire par le biais des deux initiatives agricoles extrêmes et de la loi sur le CO2. Nous voterons sur ces trois projets de loi le 13 juin. Tous les trois méritent un "non" clair et sans équivoque.

Nous ne voulons pas d'une loi bureaucratique sur le CO2 ! Et nous ne voulons pas voir la classe moyenne s'appauvrir. Les nouvelles taxes entraîneront des coûts supplémentaires allant jusqu'à 1'000 francs par année pour les ménages suisses. En outre, il faut s'attendre à une augmentation générale du prix des biens de consommation courante.

Les initiatives agricoles ne sont pas moins dangereuses. Elles mettraient le secteur primaire suisse à genoux et affaibliraient gravement notre autosuffisance alimentaire. Sans compter l'effet pervers de l'augmentation des importations de denrées alimentaires en provenance de l'étranger, où les normes environnementales sont beaucoup moins sévères qu'en Suisse.

## Les euroturbos travaillent secrètement à notre asservissement

Nous ne devons pas sous-estimer le défi européen. Ne nous laissons pas tromper par «la mort apparente» de l'accord institutionnel ! Dans les coulisses, les euroturbos de tous les partis continuent à travailler secrètement pour soumettre la Suisse à l'Union européenne. De la proposition d'harmonisation fiscale avec l'UE en échange de la protection des salaires par les Verts au projet libéral appelé "Swisslex 2.0" avec l'intention d'adopter le droit européen de manière autonome et automatique. Toutes ces propositions sont hors de question pour l'UDC et nous les combattons tant au Parlement que dans les urnes.

Comme toujours, je vous remercie, chers et chères membres de notre parti, de votre indéfectible engagement en faveur d'une Suisse libre et sûre !



**Marco Chiesa**

Conseiller aux Etats et président de l'UDC Suisse



# L'accord-cadre marquerait la fin de la Suisse indépendante

Le président de la Confédération Guy Parmelin a fait tout juste lors de sa visite à Bruxelles et a enfin parlé franchement. Douze raisons pour lesquelles l'accord institutionnel devrait être enterré et ne jamais revenir sous quelque forme que ce soit.



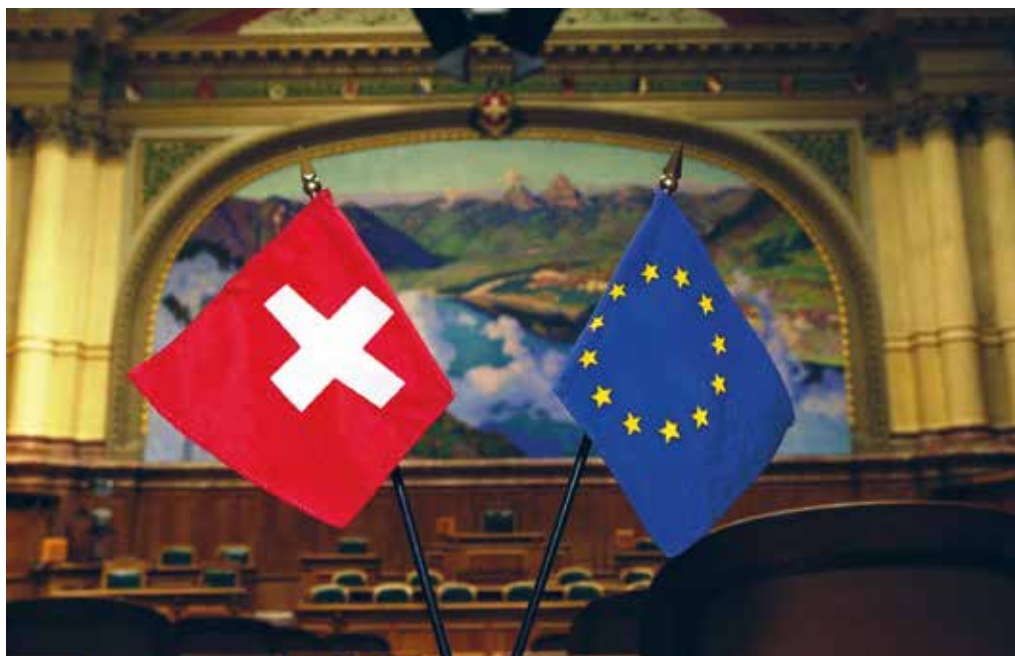
par Thomas Aeschi  
Conseiller national et  
président du groupe  
UDC, Baar (ZG)

1. L'accord institutionnel conduira la Suisse vers une adhésion rampante à l'UE sans que le peuple puisse voter sur l'adhésion à l'UE.
2. Avec cet accord, la politique suisse, y compris la réglementation sur l'immigration et l'accès à nos assurances sociales, sera dictée dans une large mesure par l'UE.
3. Le législateur suisse, c'est-à-dire le peuple, les cantons et le parlement,
4. En cas de litige, c'est la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) qui tranchera en dernier ressort. La Suisse se soumet ainsi au tribunal de l'autre partie.
5. L'accord institutionnel élargira encore la libre circulation des personnes. La Suisse devrait supporter des coûts exorbitants en termes d'accès à son système de sécurité sociale.
6. L'expulsion de centaines de citoyens européens condamnés pour des infractions pénales sera rendue impossible.
7. L'accord institutionnel détériore massivement la sécurité juridique en

sera éliminé : l'UE ordonne, la Suisse s'exécute. L'accord institutionnel met fin à la voie bilatérale sur un pied d'égalité.

Suisse, car, pour le meilleur ou pour le pire, la Suisse se soumettrait à l'UE pour une grande partie de sa législation.

8. L'UE exige des paiements dits de cohésion en tant que "droit d'accès au marché intérieur de l'UE" sans que la Suisse exige de l'UE un "droit d'accès au marché intérieur suisse" pour des raisons d'équivalence.
9. L'accord institutionnel prévoit des "mesures compensatoires pouvant aller jusqu'à la suspension des accords concernés" si le peuple ou le parlement rejette l'adoption d'une disposition de l'UE.
10. La disposition comportant d'autres clauses guillottes rendrait le traité pratiquement impossible à dénoncer.
11. L'interdiction de l'aide publique remet fondamentalement en cause notre fédéralisme ainsi que l'autonomie des cantons et des communes.
12. Enfin, le mécanisme néfaste de cet accord serait également appliqué à l'accord de libre-échange avec l'Union européenne.



Aux yeux de l'UDC, seul un dialogue respectueux et sur un même pied d'égalité entre la Suisse et l'UE permet une vraie relation bilatérale et fructueuse. L'accord-cadre vise un tout autre objectif en soumettant la Suisse à la Cour de justice de l'UE et en déséquilibrant le principe même de la voie bilatérale.

## Non à l'abandon de la Suisse

L'accord institutionnel fait fi de l'indépendance du pays, des droits du peuple suisse, de la neutralité et du fédéralisme. Par conséquent, il met en danger notre bien-être gagné à la sueur de notre front. Cela reviendrait à abandonner la Suisse. Le Conseil fédéral doit donc faire comprendre à l'UE que la Suisse est intéressée par des relations bilatérales sur un pied d'égalité, mais qu'elle ne peut pas signer un traité qui viole l'article fondateur de la Constitution fédérale, qui garantit l'indépendance du pays et les droits du peuple.

## IMPRESSUM

FRANC-PARLER | FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Édition : 5'500 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Generalsekretariat, Postfach, 3001 Bern | Tél. : 031 300 58 58 | Fax : 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Crédits photos: UDC Suisse, Goal AG, iStock.com, Alamy.com



# La population est trompée

Depuis que la Suisse connaît des majorités de gauche en matière de politique énergétique, les fiascos se succèdent. L'approvisionnement en énergie se dégrade, les risques augmentent et les prix s'envolent. Il est grand temps de mettre un terme à ces agissements - avec un Non à la loi sur le CO<sup>2</sup> le 13 juin.



par Christian Imark  
Conseiller national  
Fehren (SO)

Lors de la votation sur la loi sur l'énergie de 2017, le Conseil fédéral et la gauche ont affirmé que l'énergie nucléaire pouvait être remplacée pour un coût de 40 francs par année pour Monsieur et Madame Tout-le-monde. Ces idées gauchistes avaient déjà été dénoncées comme fausses par l'UDC à l'époque. Aujourd'hui, nous le savons : pratiquement tous les objectifs promis restent du vent, notre approvisionnement en électricité devient de plus en plus précaire, la dépendance à l'égard de l'étranger s'accroît et les objectifs d'expansion en sont au stade du brouillon. En bref, on a menti au peuple. Nous ne savons toujours pas par quoi l'énergie nucléaire sera remplacée, si tant est que ce scénario soit plausible. La seule chose qui est certaine, c'est que d'autres milliards seront dus et que le peuple devra payer.

## Des affirmations incompréhensibles

Lors de la votation sur la loi sur le CO<sub>2</sub>, le Conseil fédéral et la gauche font à nouveau des déclarations douteuses. Ils avancent des coûts supplémentaires de 100 francs pour une famille de quatre personnes. Mais leurs bases de

calcul sont incorrectes ! On peut déjà dire que des coûts d'environ 1 000 francs sont plus réalistes. La consommation d'une voiture familiale est plus élevée, la distance à parcourir pour une famille est plus longue et l'espace habité est plus grand que prétendu. Il en résulte des coûts nettement plus élevés pour de nombreuses familles. Et ne sont pas inclus dans les prévisions de la Gauche

les coûts d'investissement supplémentaires nécessaires et l'augmentation du prix des produits de consommation courante.

## Des taux d'inflation erronés

La prétendue surtaxe sur le mazout est également inexacte. Aujourd'hui, le consommateur suisse paie 25 centimes de taxe par litre. La nouvelle loi portera progressivement cette taxe à 55 centimes. La Gauche affirme que cela entraînera une inflation de 20 centimes. Mais celui qui sait calculer n'est pas dupe. La seule augmentation de 30 centimes du prix du mazout représente au moins 600 francs de frais supplémentaires par année pour une famille.

## Arnaque sur la redistribution

Une autre fausse hypothèse de calcul des coûts de la gauche est la redistribution de l'argent à la population, dont le trafic aérien est censé devenir le grand pourvoyeur. Or, les prévisions ne sont pas bonnes. Pour les années en cours, ce trafic a chuté de 80 % alors que pour les années à venir, on s'attend à un niveau beaucoup plus bas qu'avant la crise du Covid. La baisse de l'aviation d'affaires rapportera moins d'argent et les éventuels contournements par des aéroports étrangers ou même par la partie française de l'aéroport de Bâle-Mulhouse sont un grand facteur d'incertitude. Aucune taxe sur les billets n'y est payée. Cela signifie que le montant remboursé sera inférieur à ce qui est prétendu.

## Non à la loi sur le CO<sub>2</sub>

N'en jetez plus, il y en a assez pour conclure que les promesses de la gauche en matière de politique énergétique - hier comme aujourd'hui ! - sont des chimères et que la population sera une fois de plus le dindon de la farce. Cette loi ratée sur le CO<sub>2</sub> doit donc être refusée dans les urnes le 13 juin.

**Les campagnes arnaquées ?**

**NON**  
à la loi de gauche  
sur le CO<sub>2</sub>

UDC  
Pour une Suisse forte

+12 ct/l

# NON au Contribuable Otage au carré

Oui, le CO2 est un gaz à effet de serre, en partie responsable du réchauffement climatique. Dès lors oui, nous devons tout entreprendre pour en limiter la diffusion et protéger notre environnement. Mais pas avec cette loi : elle n'améliorera pas le climat et creusera le porte-monnaie des Suisses !



par Pierre-André Page  
Conseiller national  
Châtonnaye (FR)

La Loi sur le CO2 ne protège pas l'environnement et ne lutte pas contre les effets de ce gaz à effet de serre sur le climat. Non. Cette loi impose aux citoyens et citoyennes suisses comme aux entreprises des impôts supplémentaires, à la limite du supportable ! En réalité, cette Loi sur le CO2 prend à la gorge le Contribuable Otage au carré !

Sous prétexte de « sauver la planète », voilà que la gauche et les milieux écologistes se parent de vert en commettant deux erreurs :

- Les partisans de cette loi oublient que, dans le domaine de la lutte contre les gaz à effet de serre, notre pays est aujourd'hui déjà en bonne voie, voire exemplaire : notre production d'électricité ne génère quasi pas de CO2 et en dix ans, la Suisse a diminué son CO2 de quelque 24% ! Ces mêmes partisans oublient encore tous les efforts consentis par les milieux agricoles dans cette lutte : installation de panneaux solaires, diminution de la consommation de carburants grâce à des machines modernes et performantes.

- Seconde erreur : les partisans de cette loi restent – curieusement – muets lorsqu'on se rappelle que la Chine produit 275 fois plus de gaz à effet de serre que notre pays. Et que, pendant qu'en Suisse, on palabre... la Chine construit 120 nouvelles centrales électriques au charbon !

## Les effets pervers de cette loi « fiscale »

Les prix de l'essence et du diesel vont augmenter de 12 centimes par litre. Une hausse qui coûtera à un ménage suisse moyen entre 200 et 300 francs

litre ou par kilogramme). Une hausse qui frappera les frais de chauffage d'une famille équipée d'un tel système de quelque 600 à 800 francs par an !

Ces hausses de taxes engendreront naturellement des hausses de prix, pour les produits agricoles comme pour les prestations des entreprises, y compris les transports publics ! Et si nos produits agricoles augmentent, le consommateur se tournera vers des importations – coûteuses et produites dans des conditions douteuses. L'aug-



par année. Les habitants des régions périphériques ou de montagne, fortement dépendants d'un moyen de transport, seront péjorés, tout comme les indépendants et entreprises dans leurs déplacements auprès de leur clientèle. Pareille situation entraînera également un « tourisme à la pompe » par-delà les frontières.

## Une hausse des taxes qui engendre une hausse des prix

La taxe CO2 sur l'huile de chauffage et le gaz doublera (30 centimes par

mentation du CO2 aura lieu de l'autre côté de nos frontières : où est donc le bénéfice pour l'environnement ? Et si les prix des prestations de nos entreprises augmentent, quid de la compétitivité de notre économie qui, par cascade, perdra des emplois ?

Vraiment, se donner bonne conscience pour « sauver la planète » en prenant en otage le contribuable suisse et en menaçant l'emploi ? Non vraiment, cette loi est onéreuse, inutile et injuste. Votons « NON » !

# La loi sur le CO2 pénalise le portemonnaie et n'aide pas le climat

**Le vivre ensemble est au cœur de la mentalité helvétique tout comme l'absence de discrimination. La nouvelle loi sur le CO2 fait totalement fi de ce consensus. Ce qui entraîne une charge financière supplémentaire et n'aide en rien le climat.**



par **Diana Gutjahr**  
Conseillère nationale  
Amriswil (TG)

La loi sur le CO2 divise la population en "gentils" et "méchants" : ceux qui se comportent "bien" en termes de politique climatique doivent être récompensés, tandis que ceux qui se comportent soit-disant "mal" doivent être punis financièrement. Que les gens de notre pays qui, en raison de leurs conditions de vie et de travail, ne peuvent pas ou difficilement modifier leur comportement, n'est pas du tout pris en compte.

Les habitants des régions périphériques et de montagne ou les propriétaires qui n'ont pas les moyens financiers d'une rénovation coûteuse devront ainsi passer à la caisse.

La loi sur le CO2 fait peser une charge disproportionnée sur les personnes à revenus moyens et modestes. Les familles pour lesquelles chaque sou compte peineront à supporter les coûts supplémentaires découlant de cette loi.

## Trois exemples :

1. Le pendulaire qui doit se rendre au travail en voiture. L'artisan qui doit transporter des matériaux. La mère qui doit faire les courses pour la famille. Tous devront dorénavant payer 12 centimes de plus par litre d'essence. Cela représente vite quelques centaines de francs par année.

Dans le cas d'entreprises disposant d'un important parc de véhi-

cles, cela peut même signifier des dizaines de milliers de francs. En outre, à quelques exceptions près, les systèmes de chauffage au mazout et au gaz seront proscrits. Cette interdiction de facto des combustibles fossiles entraînera des cas de rigueur : les personnes âgées, en particulier, n'ont souvent pas les moyens de réaliser des investissements élevés dans des systèmes de chauffage renouvelables.

2. Les locataires seront également touchés. D'une part, les importantes rénovations visant à économiser l'énergie seront répercutées sur les locataires et d'autre part, ces derniers paieront également la totalité de la taxe sur le CO2 via leurs charges.



Effets incitatifs ? Non ! En conclusion, la loi sur le CO2 divise notre société. Elle est déséquilibrée car elle ne vise que certains secteurs de l'économie. Seuls les riches pourront se permettre cette charge supplémentaire. C'est injuste et antisocial ! Dites NON à la nouvelle loi sur le CO2.

# La population rurale active paie la facture

Une fois de plus, nous votons sur une loi qui désavantage massivement la population rurale. La loi sur le CO2 augmente le prix du litre d'essence et de diesel de 12 centimes. Cela signifie que la conduite d'une voiture et la vie de toutes les personnes qui dépendent des voitures deviendront massivement plus chères.



par Esther Friedli  
Conseillère nationale  
Ebnat-Kappel (SG)

Je vis à plus de 1000 mètres au-dessus du niveau de la mer. La gare la plus proche se trouve dans la vallée. Tous ceux d'entre nous qui vivent à la campagne et loin des grands axes de transport sont dépendants de la voiture. Et ceci jusqu'au prochain arrêt des transports publics. Soit je marche plus d'une demi-heure pour aller à la gare, soit je prends la voiture. Il n'y a pas d'alternative ici, comme on le prétend avec la loi sur le CO2, il y a seulement une augmentation de prix. Avec la voiture, je suis également dépendante d'un véhicule à quatre roues motrices. Sinon, je n'aurais pas pu rentrer chez moi très souvent cet hiver. Car même si les Verts nous disent le contraire depuis près de 40 ans : Il y a encore beaucoup de neige en Suisse.

## L'exode rural sera encore renforcé

Nous avons déjà vu qu'une majorité du Conseil fédéral et du Parlement encourage l'exode rural avec la restriction de la déduction pour les pendulaires. Depuis 2016, les personnes qui se rendent à leur travail en voiture ne peuvent plus déduire les frais réels de leurs impôts, mais doivent se contenter qu'un maximum de 3000 francs. Cela nous a été imposé par le projet de loi sur le financement et l'expansion de l'infrastructure ferroviaire. Depuis lors, ceux d'entre nous qui viennent de la campagne et qui dépendent de la voiture financent les transports publics. Avec la loi sur le CO2 soumise le 13 juin au vote, la population rurale active sera une fois de plus pénalisée et les gens seront poussés vers les villes.

## Copinage des roses-verts

En augmentant l'essence et le diesel de 12 centimes par litre, la redistribution passe à la vitesse supérieure : deux tiers se-

ront redistribués directement et un tiers ira dans un fonds dit "climatique". Ce fonds est destiné à financer, entre autres, des stations de voitures électriques, des rénovations respectueuses du climat, des systèmes de chauffage sans CO2 ou des entreprises suisses innovantes ; il sera géré par le département de la conseillère fédérale socialiste Simonetta Sommaruga.

« Alors soyons clairs: mis à part quelques projets symboliques en montagne, c'est surtout l'économie dispendieuse de gauche et verte qui sera stimulée. »

Alors soyons clairs: mis à part quelques projets symboliques en montagne, c'est surtout

l'économie dispendieuse de gauche et verte qui sera stimulée. À l'instar de « l'industrie » de l'asile, une industrie de l'environnement a vu le jour ces dernières années. Elle s'appuie sur des aides publiques généreuses et veut évincer du marché les énergies moins chères qui ne lui conviennent pas. Et ce, au détriment des habitants des campagnes qui se lèvent tous les matins pour aller travailler en voiture, qu'ils soient artisans, employés ou entrepreneurs. Et ceci aux dépens des personnes et des familles qui se prennent elles-mêmes en mains et contribuent au standard économique élevé de notre pays.

Soyons fermes et unis contre cette loi sur le CO2 : elle est non seulement coûteuse et inutile, mais elle est surtout injuste pour la population rurale. Par conséquent, il n'y a qu'une seule réponse le 13 juin : un "non" clair à la loi sur le CO2 !





# Les initiatives anti-agricoles menacent l'approvisionnement

En juin, deux initiatives seront soumises au vote, qui entendent protéger l'environnement et l'eau potable, mais qui dépassent largement les bornes. Un amendement à la loi existante récemment adopté réduit déjà l'utilisation des pesticides et des engrais pour une protection efficace des humains, des animaux et de l'environnement.



par Guy Parmelin  
Président de la Confédération, Bursins (VD)

Le 13 juin, le peuple suisse se prononcera sur deux propositions qui sont au cœur de la prospérité et de la sécurité d'approvisionnement de notre pays : « L'initiative pour l'eau potable » prévoit que les paiements directs ne soient versés qu'aux exploitations agricoles qui produisent sans pesticides, gèrent sans utilisation préventive d'antibiotiques dans l'élevage et peuvent nourrir leur bétail avec le fourrage qu'elles produisent sur leur exploitation.

L'initiative "Pour une Suisse sans pesticides de synthèse" veut interdire totalement l'utilisation des pesticides de synthèse, ainsi que l'importation de denrées alimentaires ou de matières premières pour l'industrie alimentaire qui ont été produites à l'aide de pesticides de synthèse.

## Plus d'importations, plus de tourisme d'achat

Permettez-moi d'être clair dès le départ : notre eau potable est déjà bien protégée et parfaitement consommable. J'en bois tous les jours sans aucun souci. Bien entendu, la protection de cette eau peut toujours être améliorée. Mais les initiatives vont trop loin !

L'abandon des pesticides et la réduction attendue de la production permettraient en effet de réduire la pollution des masses d'eau par les pesticides et les nutriments provenant de l'agriculture nationale et d'améliorer la biodiversité. Dans le même temps, cependant, la pollution de l'environnement serait déplacée vers l'étranger, puisque davantage d'aliments produits seraient importés. Ces initiatives auraient pour conséquence que de nombreuses exploitations agricoles suisses produiraient moins de denrées alimentaires. Ce qui limiterait l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires locales. La pandémie COVID 19 a montré que l'approvisionnement en denrées alimentaires produites en Suisse résiste aux crises. Nous ne devons pas mettre en péril cette sécurité !

« La pandémie COVID 19 a montré que l'approvisionnement en denrées alimentaires produites en Suisse résiste aux crises. Nous ne devons pas mettre en péril cette sécurité ! »

locales. La pandémie COVID 19 a montré que l'approvisionnement en denrées alimentaires produites en Suisse résiste aux crises. Nous ne devons pas mettre en péril cette sécurité !

En outre, l'approvisionnement en matières premières pour l'industrie alimentaire deviendrait plus difficile, voire impossible dans certains cas, ce qui mettrait en péril de nombreux emplois et entraînerait une hausse des prix de ces denrées. Cela encouragerait également le tourisme d'achat.

## Pas de discrimination à l'encontre des agriculteurs

Le Parlement a reconnu le souci justifié de la population suisse de continuer à avoir accès à l'eau potable à l'avenir. Dans le cadre d'une initiative parlementaire, il a donc adopté des amendements à la loi existante visant à réduire davantage

les risques pour les humains, les animaux et l'environnement liés à l'utilisation de pesticides et à améliorer encore la qualité des eaux souterraines et de l'eau potable ainsi que des ruisseaux, des rivières et des lacs. En outre, les pertes de nutriments nuisibles à l'environnement - c'est-à-dire surtout les excédents d'engrais - doivent être réduites. Les amendements qui ont été adoptés réglementent l'utilisation des



Les agricultrices et agriculteurs suisses produisent des aliments. L'utilisation de pesticides est limitée aux plantes et légumes malades. L'interdiction d'engrais entraîne une réduction significative de la production de denrées alimentaires.

pesticides et des engrais de manière générale et pas seulement pour l'agriculture. C'était la bonne chose à faire !



# Deux fois NON aux initiatives anti-agricoles trompeuses

Ces initiatives pénaliseront l'ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire de proximité, de plus, elles augmenteront notre dépendance aux importations et notre impact CO2, au détriment de la qualité du contenu de nos assiettes.



par Jacques Nicolet  
Conseiller national  
Lignierolle (VD)

Le 13 juin prochain le peuple suisse se prononcera sur deux initiatives agricoles portant sur la qualité de l'eau et sur

accordés qu'aux exploitations agricoles ne recourant pas aux pesticides, pratiquant l'élevage sans utiliser des antibiotiques de prévention et dont les animaux sont nourris qu'avec les aliments produits sur l'exploitation. L'initiative « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse » vise à interdire l'utilisation de tous les produits de synthèse utilisés dans la production agricole, la transformation, l'entretien du territoire, la production et l'importation de denrées alimentaires.

## Les agriculteurs suisses sont bons élèves

Aujourd'hui 98% des agriculteurs suisses pratiquent le programme volontaire des prestations écologiques requises (PER), cultivant leurs terres avec la plus grande attention et assurant de nombreuses mesures environnementales. Les agriculteurs prennent très au sérieux la qualité de l'eau et la problématique des phytosanitaires en ne pratiquant des interventions qu'en cas de nécessité afin de protéger les récoltes.

Sachant que la Confédération a établi un programme de 51 mesures visant à réduire l'utilisation des phytosanitaires et que le Parlement a validé une initiative parlementaire visant à réduire les risques de l'utilisation des phytosanitaires, ces mesures répondent déjà largement aux préoccupations.

L'interdiction de tout pesticide de synthèse utilisé dans l'agriculture pour soigner les plantes ainsi que les biocides et désinfectants nécessaires à une parfaite

hygiène dans le domaine de la transformation et le conditionnement de denrées alimentaires aurait de très lourdes conséquences pour nos artisans, pour nos entreprises actives dans le domaine de l'agroalimentaire de proximité et les emplois, telles que fromageries, boucheries, installations de stockage de céréales, de fruits et de légumes.

## Les produits agricoles suisses sont menacés

Des conséquences importantes également pour notre sécurité alimentaire, pourtant plébiscitée par le peuple suisse en 2017 à près de 80%, qui deviendrait difficile à assurer si l'on ne peut plus protéger les récoltes et les denrées saines en stock.

« 98% des agriculteurs suisses pratiquent le programme volontaire des prestations écologiques requises, cultivant leurs terres avec la plus grande attention. »

L'exigence de nourrir les animaux exclusivement avec les aliments issus de l'exploitation condamnera à l'abandon de nom-

breux élevages ne disposant pas de suffisamment de surfaces, notamment dans les domaines de la volaille, dans la production d'œufs et dans l'élevage de porcs.

Finalement ces initiatives conduiront à une diminution de la production de denrées alimentaires indigènes de qualité et de proximité, au profit d'importations de marchandises pour lesquelles la traçabilité et les méthodes de production sont bien plus difficiles à garantir.

Votez 2 fois non le 13 juin afin d'assurer des denrées alimentaires saines à vos familles et vos enfants.



ments sains, de qualité et de proximité. L'utilisation de pesticides de synthèse entraînerait la perte de la qualité des produits agricoles suisses de qualité.

l'interdiction des pesticides de synthèse. L'initiative « Pour une eau potable propre » exige que les paiements directs ne soient

# Loi Covid-19 : le Parlement n'a pas permis de voter séparément

La loi Covid-19 crée les bases légales et règle les compétences spécifiques du Conseil fédéral pour lutter contre la pandémie éponyme et, parallèlement, détermine la nature des aides financières octroyées aux divers secteurs de notre économie. L'UDC a proposé de séparer le vote en deux, une partie pour approuver les aides financières, l'autre pour refuser l'utilisation abusive du droit d'urgence. Mais le Parlement a refusé de suivre notre parti et prive ainsi le peuple de pouvoir voter séparément sur la loi Covid-19.



par Jean-Pierre Grin  
Conseiller national  
Pomy (VD)

Cette loi permet, jusqu'au 31 décembre 2021, au Conseil fédéral de prendre des mesures sanitaires, de fermeture de certaines activités économiques et de libre déplacement des personnes. Cela tout en mettant des ordonnances en place pour indemniser financièrement les acteurs économiques touchés par le blocage de leurs activités.

Un référendum a été lancé par l'association des « Amis de la Constitution » et il vise à empêcher que le recours au droit d'urgence du Conseil fédéral institué lors de la pandémie soit légitimé a posteriori et prolongé jusqu'à fin 2021.

Au moment du vote le 13 juin prochain, la loi aura déjà été en vigueur depuis environ neuf mois. Lors de la session de printemps des Chambres fédérales, elle a subi des modifications et a été

complétée par de nouveaux programmes d'aide.

En cas de rejet par le peuple cette loi Covid-19 tombera aux oubliettes à partir du 25 septembre 2021, soit un an jour pour jour après son adoption. Toutes les mesures prises deviendraient alors caduques, les aides déjà versées ne devraient par contre pas être rembour-

risme, ainsi que les diverses mesures pour la culture, le sport et les médias.

Ces différentes aides devraient représenter un coût de 35 milliards à la charge de la Confédération. D'autre part, il semble important de souligner que cette loi ne permet pas d'introduire une obligation de vaccination, comme certains échos le laissent penser.



Lors de la session de printemps, le groupe parlementaire de l'UDC s'est prononcé en faveur d'un vote séparé sur le projet de loi. Les autres partis ont rejeté cette proposition.

## L'UDC a proposé de voter séparément sur les deux aspects

Au Parlement, lors de la dernière session fédérale, le groupe UDC a tout tenté pour proposer deux votes à la population. Un vote réglant les questions financières et d'indemnités que l'UDC soutient. Un autre vote pour traiter des questions institutionnelles et du droit d'urgence contre lequel l'UDC exerce des critiques.

Le Parlement a rendu

le vote impossible en obligeant la population à s'exprimer sur tout le paquet d'un seul coup.

Donc un refus punirait les quelque 100'000 entreprises et le million de travailleurs qui bénéficient de ces aides. En particulier les allocations pour perte de gain et les aides pour les cas de rigueur destinées aux restaurants, hôtels, au secteur du tou-

Cette situation explique pourquoi l'UDC ne donne pas de consigne pour le vote, l'assemblée des délégués ayant estimé que les deux options présentent des avantages et inconvénients qui se valent.



# Un projet de loi pour plus de sécurité

**Le peuple se prononcera le 13 juin sur le projet de loi visant à lutter contre le terrorisme et le crime organisé. Les récents événements survenus dans notre pays démontrent la nécessité d'accepter cette loi qui vient combler une lacune importante dans notre dispositif afin de protéger notre pays contre des attaques terroristes.**



par Michaël Buffat  
Conseiller national  
Vuarrens (VD)

La mission première d'un État est d'assurer la sécurité de ses habitants. Malheureusement, l'UDC est souvent seule au parlement lorsqu'il faut agir concrètement pour défendre cette sécurité.

A titre d'exemple, nous avons demandé en mars que le Conseil fédéral n'accorde pas l'asile aux groupes de réfugiés s'il est avéré ou s'il y a un soupçon quant au fait que certains d'entre eux sont originaires de régions dangereuses ou qu'ils y ont séjourné. Par régions dangereuses, l'on entend les zones géographiques qui connaissent une forte - je précise bien, une forte - présence de groupes terroristes violents ou extrémistes ou dans lesquelles on radicalise et on recrute des membres pour ce genre de mouvements. A nos yeux, nous ne pouvions pas faire prendre le risque à la population de faire entrer sur notre territoire des gens potentiellement dangereux. Résultat du vote : soutien unanime du groupe UDC et refus de tous les autres partis.

## Les autres partis se bercent d'illusions...

Mon collègue Jean-Luc Addor (UDC/VS) a également déposé plusieurs motions afin de lutter contre les « voyageurs » du djihad. Là encore seul le groupe UDC a soutenu de manière unanime ces textes.

En novembre 2020, le Service de renseignement de la Confédération (SRC) dénombrait 49 personnes à risque. Il est à

noter que le SRC ne se réfère pas ici à des "personnes potentiellement dangereuses" (terme des autorités de poursuite pénale) mais à des "personnes à risque", autrement dit à des individus présentant un risque élevé pour la sécurité intérieure et extérieure de la Suisse. Il s'agit aussi bien de djihadistes que de personnes qui soutiennent ou encouragent d'autres formes de terrorisme.

## ... et mettent en jeu la sécurité de la population !

En juin, le peuple aura l'occasion de donner son avis sur de nouvelles mesures pour faire face à ce risque. Il s'agit de mesures préventives qui peuvent

permettre d'éviter des actes terroristes.

La police peut ainsi ordonner des mesures policières administratives contre des personnes dont émane une menace terroriste, par exemple l'interdiction de contacts, l'obligation de s'annoncer et de participer à des entretiens, l'interdiction de quitter la Suisse. La détention à domicile doit cependant être ordonnée sur proposition des organes de police par un tribunal appliquant les mesures de contrainte.

Tout ce qui peut garantir la sécurité des habitants de ce pays doit être entrepris et nous devons donc accepter cette loi le 13 juin prochain.

« A nos yeux, nous ne pouvions pas faire prendre le risque à la population de faire entrer sur notre territoire des gens potentiellement dangereux. Résultat du vote : soutien unanime du groupe UDC et refus de tous les autres partis. »



**Afin de pouvoir prévenir et contrer les attaques terroristes à temps, il faut voter et faire voter OUI à la nouvelle loi anti-terroriste le 13 juin prochain.**





# Pourquoi la 5G?

## Importance de poursuivre le déploiement

Chaque individu consomme en moyenne cent fois plus de données mobiles aujourd'hui qu'il y a dix ans. Seules les nouvelles générations de technologies – comme l'actuelle 5G – peuvent permettre aux opérateurs de faire face à cette croissance.

## La communication mobile est une success story

Chaque génération de communication mobile apporte son lot de nouvelles applications. Celles-ci sont apparues après la construction des réseaux. Le développement d'autres applications basées sur la 5G a déjà commencé.

**1G**

A partir de 1978  
Téléphonie mobile



**2G**

A partir de 1993  
Percée majeure



**3G**

A partir de 2004  
Internet mobile



**4G**

A partir de 2012

Nouvelles applications pour chaque situation



## Qu'en est-il de la 5G?

Pour en savoir plus sur la 5G, la communication mobile, la santé et l'environnement:



[swisscom.ch/5gflyer](https://www.swisscom.ch/5gflyer)

swisscom



**Aliments  
douteux  
importés ...**



**... au lieu de  
produits  
suisses de  
qualité ?**

**2xNON**

**Initiatives radicales pour  
la protection des plantes  
et de l'eau potable**



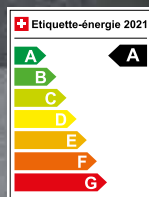


# NEW SUZUKI SWACE

## BREAK. HYBRIDE. AUTOMATIQUE.

DÈS **Fr. 33 990.-**

OU  
DÈS **Fr. 259.-** /MOIS



**ROULER SUZUKI, C'EST ÉCONOMISER DU CARBURANT:** New Suzuki Swace 1.8 Compact+ Hybrid Automatique, Fr. 33 990.-, consommation de carburant normalisée: 5.1l/100km, catégorie de rendement énergétique: A, émissions de CO<sub>2</sub>: 115g/km; **photo grand format:** New Suzuki Swace 1.8 Compact Top Hybrid Automatique, Fr. 35 990.-, consommation de carburant normalisée: 5.1l/100km, catégorie de rendement énergétique: A, émissions de CO<sub>2</sub>: 115g/km.



**Conditions de leasing:** Durée 24 mois, 10 000 km par an, taux d'intérêt annuel effectif de 0.4 %. Assurance tous risques obligatoire, acompte spécial: 30 % du prix de vente net. Le taux d'intérêt du leasing dépend de la durée. Votre revendeur spécialisé officiel Suzuki se fera un plaisir de vous soumettre une offre de leasing individuelle adaptée à vos besoins pour la Suzuki de votre choix. Notre partenaire de leasing est MultiLease AG. **Tous les prix indiqués sont des recommandations sans engagement, TVA comprise.**

**Le N°1 des compactes**



**Way of Life!**

**www.suzuki.ch**



# L'UDC renoue avec le succès en Valais et à Neuchâtel

Les élections cantonales ont rythmé la vie des sections valaisannes et neuchâteloises ce printemps. Alors que tous les observateurs pariaient sur une nouvelle vague verte, les électrices et électeurs ont démenti les pronostics et l'UDC est redevenue le parti le plus fortement représenté dans les parlements cantonaux.

Le 7 mars 2021, les Valaisannes et les Valaisans ont renouvelé les membres de leur parlement cantonal. Si les Verts ont pu augmenter leur représentation, c'est surtout au détriment du PDC/Le Centre et non de l'UDC. Notre parti a obtenu 22 sièges lors des élections cantonales 2021 contre 23 en 2017. Dans un contexte politico-médiatique ultra-dominé par les thèmes écologiques, l'UDC a fait le choix de demeurer fidèle à sa ligne avec son slogan « Libres et enracinés » et a su maintenir sa force alors que les partis traditionnels, qui avaient fait le choix d'embrasser les thèmes à la mode, l'ont payé cash.

## L'UDC Valais est de retour au Conseil d'État

Les élections valaisannes ont non seulement confirmé le rôle central que joue désormais l'UDC en Valais, mais elles ont également permis à notre parti de retrouver le siège perdu en 2017 au Conseil d'État. En effet, suite à la non-réélection d'Oskar Freysinger l'UDC n'était plus représentée au gouvernement valaisan. Au deuxième tour de l'élection au Conseil d'État, notre candidat Franz Ruppen, conseiller national et président de la commune de Naters, est sorti avec le deuxième meilleur résultat de l'élection et a ainsi permis à l'UDC de reprendre ses responsabilités gouvernementales en Valais.

## Nouveaux visages et nouvelle génération à Neuchâtel

Les élections 2017 avaient été difficiles pour l'UDC Neuchâtel avec la perte de nombreux sièges au Grand Conseil. Durant la législature écoulée, plusieurs démissions ont réduit le groupe de 9 à 5 élus. Enfin, le changement de règle concernant l'arrondis-

Comme en Valais, notre parti est resté fidèle à ses valeurs et ses lignes directrices.

Le dimanche 18 avril, lors des élections, l'UDC obtenait 8 mandats de députés au Grand Conseil, soit un de moins que le nombre obtenu en 2017 et ceci malgré le contexte politico-médiatique défavorable et a donc « regagné » trois sièges par rapport à la législature 2017-2021. Parmi les nouvelles réjouissances, l'élection d'une jeune et nouvelle génération UDC au Grand Conseil ouvre toutes grandes les portes au renouveau espéré par le président cantonal Walter Willener.

## Yves Nidegger convainc au-delà de l'électorat UDC à Genève

Suite à la démission de Pierre Maudet, une élection complémentaire s'est jouée en deux tours au Conseil d'État genevois. L'UDC a présenté la candidature du conseiller national

Yves Nidegger dans un contexte où plusieurs acteurs de la droite genevoise revendiquaient le siège. Notre candidat – qui avait principalement axé sa campagne sur l'autoritarisme liberticide du Conseil d'État, notamment dans sa politique anti-Covid-19 – a convaincu un électorat largement au-delà de la base UDC à Genève avec 13.2% des suffrages obtenus.



sement électoral (désormais le canton compte comme un seul et même arrondissement, dont le quorum est fixé à 3%) présentait une incertitude sur le sort des élections.

L'UDC a présenté 24 candidates et candidats au Grand Conseil et un candidat au Conseil d'Etat sous le slogan « Pour un canton attractif ».

# NON à la loi sur le CO2:

## Car elle est ...

### Coûteuse, parce que ...

- elle augmente le prix de l'essence et du diesel de 12 centimes par litre !
- elle fait plus que doubler la taxe sur le mazout et le gaz !
- elle introduit une nouvelle taxe allant jusqu'à 120 francs sur les billets d'avion !
- elle interdit pratiquement les systèmes de chauffage au mazout et au gaz !

### Inefficace, parce que ...

- la Suisse n'est responsable que de 1 millième des émissions climatiques mondiales !
- la Suisse est déjà exemplaire en matière de politique climatique, même sans nouvelle loi sur le CO2 !

### Antisociale, parce que ...

- la loi sur le CO2 frappe surtout les **pendulaires, les habitants des régions périphériques, les locataires, les personnes à petit budget et les simples commerçants !**
- une grande partie du commerce et de nombreux salariés et indépendants sont menacés dans leur existence à cause du Covid. **Et maintenant, l'essence et le chauffage vont devenir encore plus chers ?** On ne peut pas se le permettre !

**Coûteuse.  
Inefficace.  
Antisociale.**

[www.loico2-ratee.ch](http://www.loico2-ratee.ch)

Soutenez notre campagne !



**Non**  
à la loi ratée  
sur le CO2